

## **ANNEXE 15A**

---

### **Résumé des principaux constats - mission de terrain sur l'impact social**



**INSUCO**

Local understanding for sustainable solutions

## ***Résumé des principaux constats – mission de terrain sur l'impact social***

*Ouéléba Nord*

*Projet Simandou – Simfer*

**Version finale**

Janvier 2025

*Équipe :*

*Marika Ignaczak*

*Fatoumata Kaba*

*Oumar Kourouma*

## Fiche de contrôle qualité

- Nom du projet : Projet Ouéléba Nord
- Résumé des principaux constats – mission de terrain sur l'impact social

### ■ Version du rapport

Version	Date	Description des changements	Nombre de pages
1.0	13/12/2024	Version initiale	20
2.0	24/01/2025	Version finale	23

### ■ Détails du client

- Nom : Knight Piésold Ltd.
- Adresse : 200 - 1164 Devonshire Avenue, North Bay | Ontario | P1B 6X7 | Canada
- Référent : Richard Cook, spécialiste en sciences de l'environnement

### ■ Insuco

- Bureau de coordination : Insuco Guinée
- Chef d'équipe : Marika IGNAKZAK
- Gestionnaire de projet : Débora KOIDIMA

Rôle	Nom	Poste	Date
Rédacteur 1	Marika Ignaczak	Socio-économiste et spécialiste du patrimoine culturel	20/12/2024
Relecteur 1	Débora KOIDIMA	Directrice de projet	20/12/2024

## Table des matières

Table des matières.....	1
Table des tableaux.....	2
Table des cartes.....	2
Table des photos.....	2
Abréviations.....	3
1. Introduction.....	4
1.1. Champ d'application de l'étude.....	4
1.2. Zone d'étude.....	4
1.3. Historique d'implication des parties prenantes.....	6
2. Methodologie.....	6
2.1. Équipes et planification.....	6
2.2. Parties prenantes et outils de collecte de données.....	6
2.3. Registre de consultation des parties prenantes.....	8
3. Principaux constats.....	10
3.1. Implication des Parties Prenantes.....	10
3.1.1. Acceptabilité du Projet et information sur l'extension.....	10
3.1.2. Mécanisme de gestion des doléances.....	10
3.2. Impacts socio-économiques constatés et attendus.....	11
3.2.1. Des chemins de traverse dans l'Ouéléba Nord.....	11
3.2.2. Modification de l'accès à Ouéléba Nord.....	11
3.2.3. L'utilisation des terres et des ressources naturelles.....	11
3.2.4. Moyens de subsistance et activités vivrières à Ouéléba Nord.....	12
3.3. Autres impacts ressentis.....	13
3.3.1. Approvisionnement en eau et assainissement.....	13
3.3.2. Économie, emploi et revenus.....	13
3.3.3. Cohésion communautaire et structures sociales (migration).....	14
3.3.4. Infrastructures et services.....	14
3.4. Demandes techniques.....	16
3.5. Conclusion.....	16
Annexe : Images.....	17

## Table des tableaux

Tableau 1 : Stakeholder consultation register .....	8
---	---

## Table des cartes

Map 1: Study area .....	5
-------------------------	---

## Table des photos

Photo 1 - Groupes de discussion à Nionsomoridou .....	17
Photo 2 - Ouéléba Nord vu depuis Traoréla.....	18
Photo 3 - Femmes extrayant du sable et du gravier .....	18
Photo 4 - Rivière impactée .....	19
Photo 5 - Basses terres impactées.....	19
Photo 6 - État actuel de la route principale entre Traoréla et Nionsomoridou .....	20
Photo 7 - Centre de formation à Beyla .....	20
Photo 8 - Poussière soulevée par le passage d'une voiture .....	21
Photo 9 - Environnement concerné par la poussière .....	21
Photo 10 - Travaux de construction à Moribadou .....	22



## Abréviations

<b>Le Projet</b>	Projet d'extension de la mine du Simandou
<b>EIES</b>	Étude d'impact environnemental et social
<b>PARC</b>	Plan d'action de réinstallation et de compensation
<b>PC</b>	Patrimoine culturel

# 1. Introduction

## 1.1. Champ d'application de l'étude

Le projet de fosse de Ouéléba Nord implique le développement d'une nouvelle fosse, Ouéléba Nord, située au nord de la fosse de Ouéléba et au nord-est de la forêt de Boyboyba, ainsi que l'infrastructure de soutien pour l'exploitation et la manutention du minerai de Ouéléba Nord. L'infrastructure minière déjà approuvée restera en grande partie inchangée, mais avec des modifications mineures pour permettre l'intégration du développement de la nouvelle fosse (Ouéléba Nord) dans les plans globaux de développement de la mine.

Ce rapport vise à fournir des données de terrain pour alimenter les chapitres Patrimoine culturel, Questions socio-économiques et Utilisation des terres de l'Étude d'impact environnemental et social (EIES) de la zone de Ouéléba Nord et nécessaires au développement du Projet de fosse de Ouéléba Nord (le Projet).

Les objectifs de l'enquête sur le terrain étaient (1) d'informer les parties prenantes clés de l'extension de Ouéléba Nord et de ses impacts potentiels, (2) de collecter des données sur les impacts actuels afin d'évaluer les changements par rapport aux données de référence, (3) de comprendre l'utilisation individuelle et collective de la zone de Ouéléba Nord et (4) de répertorier les impacts prospectifs de l'extension pour les communautés identifiées.

Sur la base d'une analyse documentaire, il a été évalué que la zone est assez isolée et ne contient pas de résidence principale ou secondaire, mais seulement des champs et des plantations, ainsi que la forêt classée.

Les informations à collecter lors de la mission sociale sur le terrain visent à combler les lacunes en matière d'information :

- Vérifier les moyens de subsistance et l'utilisation des ressources naturelles et de l'eau dans cette zone, en particulier pour comprendre l'utilisation réelle des ressources forestières par la communauté, qui peut être différente de ce qui est théoriquement autorisé et interdit dans cette zone restreinte.
- Comprendre les impacts sur les activités agricoles et les activités de récolte des ressources naturelles (y compris la réduction de la disponibilité et de l'accès aux terres et aux ressources), ainsi que le degré de changement dans la pratique de ces activités (avant le projet et depuis l'arrivée du Projet), à la fois pour les personnes impactées dans le domaine de l'agriculture et pour l'ensemble de la communauté qui utilise les ressources naturelles.
- Évaluer les impacts potentiels du Projet sur l'approvisionnement et les services écosystémiques (chasse, apiculture, ramassage de bois, récolte de fruits sauvages et de plantes médicinales, pêche) ainsi que les stratégies compensatoires mises en œuvre par les communautés pour continuer à accéder à ces ressources par ailleurs, le cas échéant.
- Évaluer le changement d'accès à la ressource en eau, le changement de qualité de l'eau (pollution, débit en saison sèche, etc.), les changements dans les itinéraires concernés pour accéder à la ressource si certains passages sont entravés, etc. et comment cela affecte les communautés et quels groupes spécifiques (les femmes et les personnes vulnérables en particulier).
- Impliquer les parties prenantes en fonction des impacts pré-identifiés.

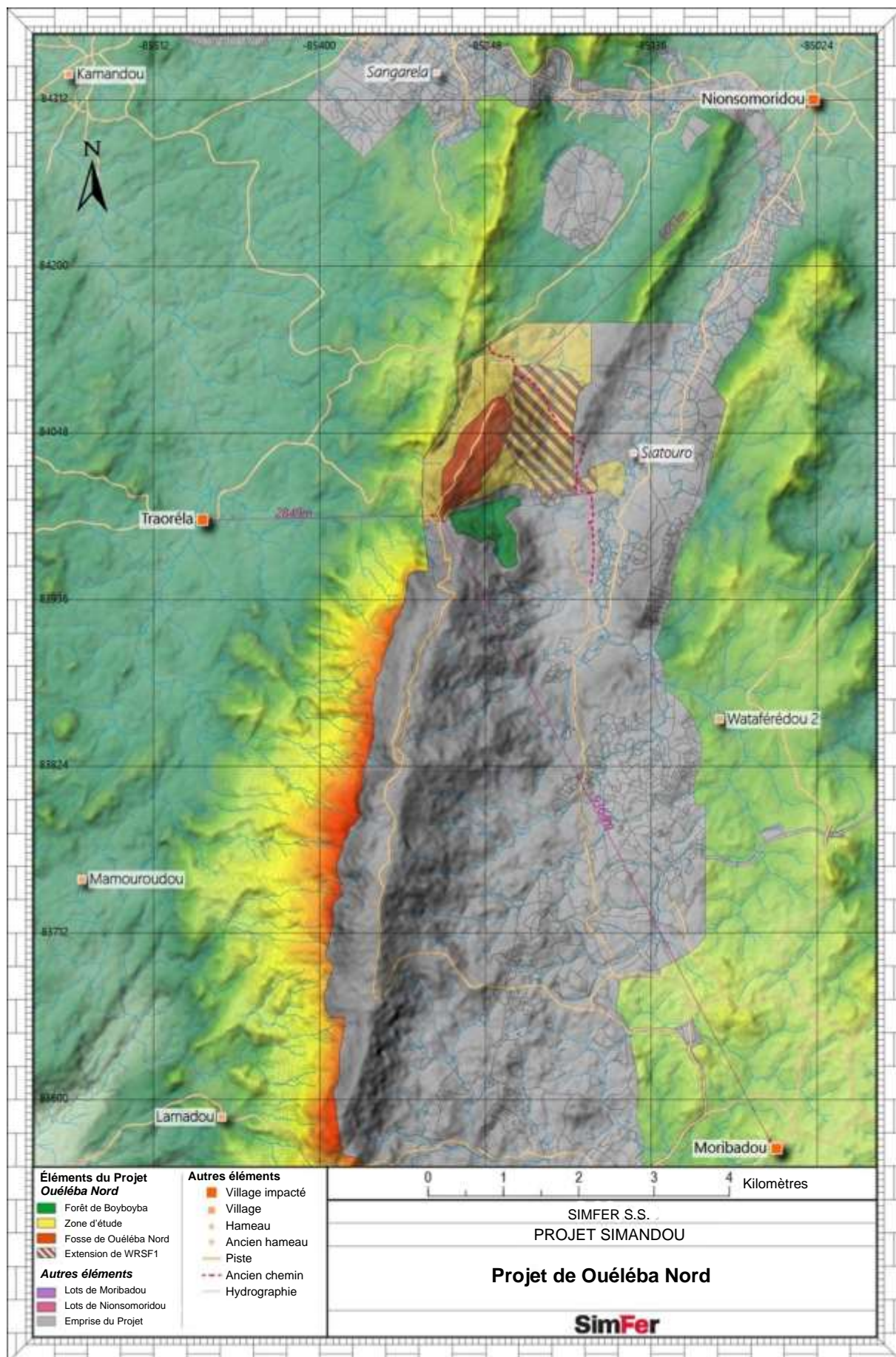
Pour chacun de ces thèmes, l'analyse se concentrera sur les impacts « directs » qui pourraient résulter de l'acquisition de terrains pour le Projet, des travaux initiaux et des activités de construction (déblaiement, excavation) pendant la phase de construction (« à court terme ») et pendant la phase d'exploitation, jusqu'à la fermeture.

## 1.2. Zone d'étude

Des études antérieures ont montré que des habitants de Moribadou et de Nionsomoridou possèdent des terres dans la zone (études PARC, 2024) et que certains sites du patrimoine culturel appartenant à Traoréla et Moribadou sont situés à l'intérieur ou à proximité de la zone (Insuco, Inventaire des sites du patrimoine culturel de la zone minière, 2024). Ainsi, les villages ciblés pour mener des groupes de discussion sont Nionsomoridou, Traoréla et Moribadou.

La zone d'étude définie par Knight Piésold est représentée en jaune sur la carte ci-dessous :





Carte1 : Zone d'étude



### 1.3. Historique d'implication des parties prenantes

Les activités d'implication connues à ce jour concernant la zone du Projet sont les suivantes :

- 2022 : Enquêtes sur le patrimoine culturel de l'ensemble de la zone minière dans le cadre de la mise à jour de l'EIES en 2015.
- 2022 : Enquête de référence socio-économique d'ERM couvrant l'ensemble de la zone minière dans le cadre de la mise à jour de l'EIES de 2015.
- 2023 : Enquêtes parcellaires et socio-économiques sur l'ensemble de la zone minière dans le cadre du Plan d'action de réinstallation et compensation (PARC) du Projet.
- 2024 : Mise à jour des données relatives au patrimoine culturel (PC) pour l'ensemble de la zone minière dans le cadre de l'assistance technique d'Insuco aux équipes de Rio Tinto pour les mesures d'atténuation sur les sites du PC.
- 2024 : Enquêtes parcellaires et socio-économiques de la zone d'extension de Ouéléba Nord dans le cadre du PARC
- 2024 (octobre) : Forums communautaires organisés dans les centres communautaires proches de la mine de Ouéléba Nord par les agents de relations communautaires de Rio Tinto (Beyla, Nionsomoridou, Kouankan, Kérouané).

## 2. Methodologie

### 2.1. Équipes et planification

Le travail sur le terrain a été effectué par une équipe composée de :

- Marika Ignaczak et Fatoumata Kaba, collecte des données sur le terrain ;
- Ingrid Weyland, qui assiste l'équipe à distance.

L'équipe s'est rendue sur le terrain du 22 au 29 novembre 2024.

### 2.2. Parties prenantes et outils de collecte de données

Les données socio-économiques et d'utilisation des terres ont été collectées par ERM en 2022 à des fins de référence. Depuis, de nombreux changements sont intervenus dans la région du fait de la phase de construction de la mine et de l'embranchement ferroviaire.

La méthodologie déployée a consisté en des consultations avec des informateurs clés :

- Autorités villageoises (chefs de village, anciens, président de district, etc.), qui jouent le rôle de facilitateurs pour le Projet vis-à-vis des communautés et peuvent identifier les impacts au niveau du village.
- Personnes qui possèdent ou utilisent les terres acquises pour l'extension (Personnes affectées par le projet – PAP).
- Agriculteurs, éleveurs, chasseurs et pêcheurs locaux.
- Personnes qui utilisent les services écosystémiques (approvisionnement en bois, en eau, cueillette de fruits sauvages, etc.) dont l'accès sera restreint par le Projet et dont les conditions de vie seront perturbées, en particulier les femmes.
- Femmes, dont le statut et les responsabilités sociales dans la société les rendent plus vulnérables et plus sensibles au changement, et qui ont donc une capacité d'adaptation plus limitée.

- Jeunes, qui peuvent être particulièrement ciblés par l'emploi direct dans le cadre du Projet ou par l'emploi indirect dans le cadre de la micro-entreprise.
- Personnes vulnérables, qui sont également plus sensibles au changement et ont une capacité d'adaptation limitée.

Des guides de consultation ont été conçus pour les entretiens, afin recueillir des données sur les questions suivantes :

- Acceptabilité et information sur l'extension
- Mécanisme de gestion des plaintes
- Économie, emploi et revenus
- Moyens de subsistance et activités de subsistance
- Cohésion communautaire et structures sociales
- Infrastructures et services
- Occupation des sols et Utilisation des ressources naturelles
- Eau
- Points de passage

## 2.3. Registre de consultation des parties prenantes

La mission sur le terrain s'est déroulée selon le calendrier suivant :

Tableau 1: Consultation des parties prenantes

Date	Emplacement	Parties prenantes	Hommes	Femmes	Total	Méthode	Sujets
22/11/2024	Canga	L'équipe du patrimoine culturel de Rio Tinto	1	0	1	Entretien	Mesures d'atténuation des impacts sur le patrimoine culturel
22/11/2024	Canga	L'équipe environnementale de Rio Tinto	1	0	1	Entretien	Mesures d'atténuation des impacts sur les cours d'eau
22/11/2024	Canga	L'équipe des ressources humaines de Rio Tinto	1	0	1	Entretien	Mesures d'atténuation des impacts sur l'emploi local
23/11/2024	Traoréla	Autorités locales, agriculteurs, éleveurs, chasseurs	22	0	22	Groupe de discussion	Impacts vécus, impacts attendus de l'extension, processus de retour d'informations et de collaboration
23/11/2024	Traoréla	Groupe de femmes	0	9	9	Groupe de discussion	Impacts vécus, impacts attendus de l'extension, processus de retour d'informations et de collaboration
24/11/2024	Canga	L'équipe d'hydrologie de Rio Tinto				Entretien	Mesures d'atténuation des impacts sur l'eau
25/11/2024	Moribadou	Autorités locales, agriculteurs, éleveurs, chasseurs	18	0	18	Groupe de discussion	Impacts vécus, impacts attendus de l'extension, processus de retour d'informations et de collaboration
25/11/2024	Moribadou	Groupe de femmes	0	9	9	Groupe de discussion	Impacts vécus, impacts attendus de l'extension, processus de retour d'informations et de collaboration
25/11/2024	Canga	Équipe de la migration induite par Projet Rio Tinto	1	0	1	Entretien	Mesures d'atténuation des impacts liés à la migration

Date	Emplacement	Parties prenantes	Hommes	Femmes	Total	Méthode	Sujets
26/11/2024	Traoréla	Groupe de jeunes	27	1	28	Groupe de discussion	Impacts vécus, impacts attendus de l'extension, processus de retour d'informations et de collaboration
26/11/2024	Traoréla	Groupe de personnes vulnérables	4	14	18	Groupe de discussion	Impacts vécus, impacts attendus de l'extension, processus de retour d'informations et de collaboration
27/11/2024	Nionsomoridou	Autorités locales, agriculteurs, éleveurs, chasseurs et jeunes	16	0	16	Groupe de discussion	Impacts vécus, impacts attendus de l'extension, processus de retour d'informations et de collaboration
27/11/2024	Nionsomoridou	Groupe de femmes	0	13	13	Groupe de discussion	Impacts vécus, impacts attendus de l'extension, processus de retour d'informations et de collaboration
27/11/2024	Nionsomoridou	Personnes affectées par le Projet	1	1	2	Groupe de discussion	Impacts vécus, impacts attendus de l'extension, processus de retour d'informations et de collaboration
27/11/2024	Nionsomoridou	Groupe de personnes vulnérables de Nionsomoridou	6	12	18	Groupe de discussion	Impacts vécus, impacts attendus de l'extension, processus de retour d'informations et de collaboration
28/11/2024	Moribadou	Groupe de jeunes	13	6	19	Groupe de discussion	Impacts vécus, impacts attendus de l'extension, processus de retour d'informations et de collaboration
28/11/2024	Moribadou	Personnes affectées par le Projet	1	1	2	Groupe de discussion	Impacts vécus, impacts attendus de l'extension, processus de retour d'informations et de collaboration

### 3. Principaux constats

#### 3.1. Implication des Parties Prenantes

##### 3.1.1. Acceptabilité du Projet et information sur l'extension

Bien que tous les villages aient été invités au forum organisé à Nionsomoridou pour présenter l'extension du Projet de fosse de Ouéléba Nord, la transmission de l'information au sein de chaque village n'a pas permis d'obtenir une information homogène, et la plupart des personnes sujettes à l'enquête n'ont pas été informées, ou ont appris l'existence du forum et de son contenu par des canaux non officiels. Il ressort des discussions que les personnes invitées à l'événement n'ont pas toujours informé les autres, et que l'information transmise n'a pas été systématiquement répercutée dans chaque groupe social.

A Nionsomoridou, les personnes qui ont participé au forum n'ont pas transmis les informations aux autres, qu'il s'agisse des membres des autorités du village, des femmes ou des jeunes. À Traoréla, les autorités villageoises ont confirmé qu'elles avaient participé, mais qu'elles manquaient d'informations précises sur la localisation d'Ouéleba Nord, et qu'un retour d'informations avait été transmis aux jeunes, mais pas aux femmes à titre officiel. À Moribadou, en revanche, les représentants des femmes et des jeunes ont participé au forum et ont fait un rapport à leurs pairs, tandis que les membres masculins des autorités locales présents au groupe de discussion n'ont participé ni au forum ni au débriefing.

Il est intéressant de noter que les femmes des trois villages ont remarqué qu'il s'agissait de la première consultation réservée aux femmes sur le Projet. Alors qu'à Moribadou les femmes se sentent assez bien informées en général, à Traoréla elles déplorent de ne pas être suffisamment informées, ni impliquées en tant que groupe dans les discussions et les prises de décision. Si les personnes vulnérables à Traoréla se sentent relativement bien informées, ce n'est pas le cas à Nionsomoridou, où elles se sentent exclues et laissées pour compte.

D'une manière générale, les informations parviennent aux communautés par l'intermédiaire de l'agent de liaison communautaire, qui fournit des informations explicites et précises. Lorsque des informations importantes doivent être transmises à la communauté, cela se fait après les prières à la mosquée ou par le biais d'informations au sein des quartiers. Cependant, les discussions portent principalement sur les actions menées au sein du village (construction, problèmes rencontrés, recrutement, etc.) et peu sur l'avancement du Projet Simandou.

Les personnes interrogées n'avaient aucune objection à l'extension ; elles étaient favorables à la présence du Projet dans la zone et souhaitaient simplement connaître l'emplacement précis de l'extension.

##### 3.1.2. Mécanisme de gestion des doléances

Les doléances sont traitées par l'agent communautaire et, dans tous les villages, des plaintes ont été déposées par les différents groupes sociaux puis transmises par l'agent au service approprié. La principale frustration vient de l'absence de réponse de Simfer sur les différentes questions. Parfois, la plainte donne lieu à une enquête, qui n'est suivie d'aucune action ni réponse (positive ou négative). D'après l'agent de Simfer, le principal problème qui empêche la poursuite de l'action est l'incapacité à démontrer l'impact, et que cet impact est induit par le Projet.

Les communautés sont désormais découragées de déposer des plaintes qui restent sans réponse.

Aujourd'hui, dans tous les villages, la principale préoccupation des communautés est la pollution des rivières par les activités d'exploration, qui a entraîné la destruction des basses terres utilisées à des fins agricoles, et la pression sur d'autres sources d'approvisionnement en eau – qui connaissent une pénurie et sont sur-utilisées du fait de l'arrivée de migrants à la recherche d'un emploi.

## 3.2. Impacts socio-économiques constatés et attendus

### 3.2.1. Des chemins de traverse dans l'Ouéléba Nord

Les différents villages ont mentionné l'existence d'un sentier, accessible à pied ou à moto, reliant Nionsomoridou, Traoréla et Moribadou à travers la montagne via Ouéléba Nord. La piste est encore utilisée en partie par les habitants de Nionsomoridou pour se rendre dans la forêt classée mais elle ne relie plus les villages depuis que Rio Tinto en a fermé l'accès en 2021-2022.

Autrefois, cette voie permettait de raccorder les trois villages et permettait de se déplacer plus rapidement pour le commerce ou les affaires familiales. Aujourd'hui, tout le monde emprunte la route principale, très accidentée et plus chère car on ne peut plus s'y rendre qu'en voiture ou en moto, plutôt qu'à pied, compte tenu de la distance à parcourir. La fréquence des déplacements n'a pas changé, malgré les contraintes.

### 3.2.2. Modification de l'accès à Ouéléba Nord

Pendant longtemps, cette zone de forêt classée a été utilisée par les communautés pour l'agriculture, la chasse, la cueillette et la pêche.

Cependant, la zone de Ouéléba Nord a été progressivement désertée par les habitants des villages environnants, en raison de plusieurs facteurs.

Les restrictions d'activités dans la forêt classée ont limité l'intérêt de cette zone pour le village de Traoréla, qui est le premier village à avoir cessé d'utiliser la zone, en raison de la distance à parcourir pour les quelques ressources à obtenir, la chasse ayant été interdite dans cette zone. Selon les habitants de Traoréla et des villages voisins, cette communauté a cessé de pratiquer la chasse, l'agriculture et la cueillette depuis cinq à dix ans. Les restrictions imposées dans la forêt classée et sa délimitation sont critiquées par plusieurs membres de cette communauté.

Les habitants du village de Moribadou ont continué à se rendre dans cette région tant qu'ils pouvaient stationner dans l'ancien village de Siatouro : l'accès aux terres de Ouéléba Nord était facile à partir de ce hameau, et les occupants possédaient des terres dans la région qu'ils ont continué à exploiter. En outre, la zone de Ouéléba Nord était utilisée pour la collecte de bois, d'herbes médicinales et de fruits, ainsi que pour la pêche. Depuis l'acquisition du terrain par Rio Tinto et la fermeture de l'accès aux terres en 2022, ils ne s'y rendent plus. Les inventaires de 2024 montrent qu'une partie des terres appartenait encore aux habitants de Moribadou, mais qu'elles étaient de moins en moins utilisées. Il était possible d'y accéder par Nionsomoridou, mais depuis quelque temps tout a été rasé, et il n'est plus possible pour les usagers de reconnaître le paysage, ni les chemins empruntés dans le passé.

Les habitants de Nionsomoridou ont cessé de chasser dans la forêt classée lorsque cette activité a été interdite, puis ont continué à récolter en bordure de la zone de Ouéléba Nord, prélevant les ressources disponibles jusqu'à ce que des inventaires soient réalisés en 2024 et que cet accès soit découragé. Ils accèdent encore à la forêt classée qui borde leur village pour y ramasser du bois, des fruits et des herbes, mais ne vont plus dans la zone de Ouéléba Nord.

### 3.2.3. L'utilisation des terres et des ressources naturelles

Avec la perte d'accès à la zone, les habitants des trois villages de la zone d'étude ont moins accès au ramassage de **bois** pour la cuisson : ils doivent s'aventurer de plus en plus loin pour collecter cette ressource, or cette tâche incombe souvent aux femmes, qui sont donc plus concernées par la perte d'accès à la forêt. Lorsque les ménages ne sont pas en mesure d'aller chercher du bois plus loin, ils doivent l'acheter à des personnes spécialisées dans le commerce du bois venant des villages voisins – ou ils ont recours au charbon de bois, qui est également acheté. Comme il s'agit d'une ressource utilisée quotidiennement pour la cuisine, les restrictions de l'offre se traduisent par des dépenses plus élevées pour le bois de chauffe. Cette augmentation des dépenses est encore accentuée par la hausse des prix due aux migrations et à l'arrivée d'une population plus aisée employée par le Projet.

**La récolte des ressources forestières non ligneuses** (notamment les produits du gbrangbran, du kanin, du félé, du néré, du petit cola et du palmiste sauvage mais aussi l'apiculture), pour la consommation et la vente, doit désormais se faire dans d'autres zones plus proches des villages, mais les variétés sont moins nombreuses – certaines espèces ne se trouvent que dans la forêt classée, comme le *petit cola* ou le palmiste sauvage. La perte d'accès aux plantes médicinales qui ne se trouvaient que dans la zone forestière classée,



y compris à Ouéléba Nord, contribue à la disparition progressive des pratiques de médecine traditionnelle héritées des générations précédentes.

Dans les trois villages, les communautés, en particulier les femmes et les jeunes, déplorent le fort impact de la construction de la mine sur la pollution des rivières pour les **activités de pêche**. Les étangs, alimentés par les rivières, sont concernés et les poissons se font rares. La rareté du poisson des rivières et des étangs oblige les communautés à s'approvisionner à Lola ou auprès des pisciculteurs voisins, et la demande accrue liée à la migration fait constamment grimper le prix de cette denrée recherchée.

Les chasseurs de tous les villages confirment la restriction des zones disponibles pour la chasse : ils ont cessé de se rendre dans la région de Ouéléba Nord depuis longtemps, en raison des restrictions liées aux forêts classées. Ils craignent que le bruit des machines et le mouvement des personnes n'effraient les animaux qui se réfugient dans des zones difficiles et/ou trop éloignées pour que les chasseurs puissent les parcourir à pied. Les parties prenantes ont indiqué que le Projet pourrait provoquer la fuite des animaux et avoir un impact sur l'une des principales sources de nourriture et de revenus des communautés, la chasse étant un mécanisme d'adaptation permettant de surmonter la période de soudure pendant la saison de croissance des récoltes. Les habitants de Traoréla craignaient également que le dynamitage n'effraie les animaux de la montagne et ne les conduise à accéder aux villages, qu'il ne détruise les récoltes et qu'il ne transmette des maladies à l'homme.

### 3.2.4. Moyens de subsistance et activités vivrières à Ouéléba Nord

Toutes les parties prenantes des trois villages ont souligné que les forages d'exploration et les travaux de construction polluent les cours d'eau, ce qui a un impact sur les terres agricoles utilisées pour l'agriculture et représentant une source importante de revenus et de ressources. Les basses terres sont concernées par les eaux polluées, qui sapent leur fertilité et leur productivité, ne laissant aux populations d'autre choix que d'abandonner la terre. La question des basses terres préoccupe tous les villages depuis plusieurs années, car elles représentent une source importante de revenus ou de produits de base pour les communautés. À Traoréla, environ la moitié de la population serait concernée, tandis qu'à Moribadou, plus de la moitié des basses terres seraient concernées, selon les personnes interrogées. La baisse de rendement des champs concernés est confirmée par tous, ce qui conduit les agriculteurs à ne plus exploiter les basses terres concernées, qui ne produisent pas suffisamment par rapport à l'investissement en temps et en énergie. Pourtant, les équipes de Simfer demandent à voir la différence de rendement entre un champ non impacté et un champ impacté, afin de pouvoir se prononcer sur le résultat de l'enquête. Certaines personnes sont obligées de louer des terres de faible altitude dans d'autres villages, ce qui pèse sur leurs revenus, ou de cultiver des terres moins fertiles. En outre, les terres agricoles ont été touchées par la poussière générée par l'augmentation du trafic due aux activités du Projet. La pollution de l'environnement a un impact sur la qualité des récoltes agricoles et constitue une importante préoccupation pour les agriculteurs.

Une personne à Nionsomoridou n'est pas sûre de pouvoir continuer à exploiter la partie non compensée de son champ qui se trouve en dehors de la zone mais à la limite de la zone compensée de Ouéléba Nord. Cela représente une perte de revenus pour sa famille, car il n'a pas d'autres champs et n'a pas pu trouver de remplacement pour le moment.

Les inventaires dans la forêt classée montrent que seuls 10,88 ha sont des plantations (principalement palmier à huile, avocatier, bananier et agrumes) et 3 ha sont des champs (riz, manioc), appartenant à quinze personnes. Ces personnes réorientent leurs activités vers la culture des basses terres qu'elles possèdent à proximité du village, lorsqu'elles ne sont pas impactées par les eaux polluées, ou des basses terres louées non impactées, mais aussi vers le petit commerce ou l'extraction de sable et de gravier (voir Photo 3) rendue possible par l'ouverture de carrières en bord de route. Les personnes affectées par le Projet dans le village de Moribadou éprouvent des difficultés à obtenir des terres au-delà de leur village, car les villages voisins refusent de leur louer ou de leur céder des terres. Les autres villages ayant reçu une compensation moindre, ils ne souhaitent pas se sentir désavantagés en partageant leurs terres avec ceux qui ont choisi de vendre. Les personnes ayant reçu une compensation investissent dans des maisons pour y vivre ou les louer, dans l'ouverture de nouveaux commerces (revente de poisson, décoration, meubles, etc.), ou dans la transformation des aliments (rendu possible par des formations financées par le Simfer). Ils attendent l'aide supplémentaire promise par Simfer pour lancer d'autres activités. L'état dégradé des routes de Traoréla est une préoccupation pour ceux qui souhaitent faire du commerce. Une personne de Nionsomoridou n'est pas sûre de pouvoir continuer à exploiter la partie non compensée de son champ qui se trouve en dehors de la zone mais à la limite de la zone compensée de Ouéléba Nord. Cela représente une perte de revenus pour sa famille, car il n'a pas d'autres champs et n'a pas pu trouver de remplacement pour le moment. Cet habitant espère obtenir une compensation pour l'ensemble du champ.

L'état dégradé des routes de Traoréla est une préoccupation pour ceux qui souhaitent faire du commerce.

### 3.3. Autres impacts ressentis

#### 3.3.1. Approvisionnement en eau et assainissement

Les parties prenantes interrogées dans tous les villages ont indiqué que la pollution des sources d'eau pouvait être attribuée au Projet en raison des travaux de forage et d'exploration, provoquant une pénurie d'eau dans les villages.

L'impact sur l'eau des rivières et des ruisseaux (Tignekö, Mala, Miya, Lofa, Gbéankönin, Filamorikönin et Farakö en particulier) est la principale préoccupation des communautés des trois villages étudiés. Malgré de nombreuses plaintes, donnant parfois lieu à des enquêtes de Simfer, aucune réponse n'a été apportée aux différents problèmes soulevés par la pollution de l'eau.

L'eau de la rivière est en effet une ressource essentielle pour les communautés, qui l'utilisaient autrefois pour la cuisine, le lavage, la boisson, le bétail, la pêche et d'autres usages. La turbidité actuelle de l'eau, provoquée par les travaux de la mine, la rend impropre à toute utilisation (voir Photo 4) ; les animaux tombent malades lorsqu'ils la boivent, et les poissons ont disparu des rivières. En outre, les basses terres les plus proches des rivières sont également concernées, car l'écoulement des rivières entraîne l'eau polluée, ce qui affecte la fertilité des sols cultivés (voir Figure 5). Les parties prenantes de Traoréla ont souligné que le bétail est concerné par la pollution de l'eau, car les animaux s'abreuvent généralement dans les rivières polluées, ce qui provoque des maladies.

Bien que tous les villages aient mentionné le soutien de Simfer dans l'aménagement de points d'eau pour répondre aux besoins en eau potable de la population, ces infrastructures ne sont pas suffisantes. La communauté de Traoréla dispose de cinq forages manuels, dont deux seulement sont exploités selon les personnes interrogées en 2024 par Insuco. Le village de Nionsomoridou a constaté que certains puits de forage ont été mal creusés et que leur eau est contaminée par de la boue. La pression sur les ressources est d'autant plus forte avec l'arrivée de personnes venant travailler pour le Projet et s'installant dans les localités. À Traoréla, la communauté est confrontée à une grave pénurie d'eau. Simfer a réalisé des études en vue d'installer un système efficace d'approvisionnement en eau dans le village, mais rien n'a été fait depuis plusieurs mois, et les communautés sont inquiètes.

Tous les villages ne sont pas sensibilisés à l'existence d'un Comité de surveillance de la qualité et de la quantité de l'eau de la rivière mis en place par la Simfer. Là où il existe un tel Comité, malgré la surveillance de l'état de l'eau, aucune mesure n'a été mise en place. Il existe des comités locaux chargés de la gestion des colonnes de forage, mais les installations qui ne fonctionnent pas ne sont pas réparées.

Les mesures demandées par les communautés pour répondre aux défis de l'eau contaminée sont les suivantes : la mise en place de clôtures pour éviter que le bétail ne s'égaille dans les rivières, le nettoyage des rivières et des mares, le reboisement pour contraindre l'écoulement des rivières dans les basses terres, la construction de forages et de points d'eau fonctionnels avec un système d'adduction d'eau efficace, notamment à Traoréla.

#### 3.3.2. Économie, emploi et revenus

Dans l'ensemble, la présence du Projet a été accueillie positivement, car de nombreuses personnes ont pu être embauchées par l'exploitation minière, ce qui contribue au développement des villages. Les jeunes, en particulier, ont un taux d'emploi plus élevé qu'auparavant, ne sont plus oisifs et utilisent une partie de leur salaire pour améliorer les techniques agricoles ou subvenir aux besoins des plus démunis. Les habitants de Traoréla et de Nionsomoridou expriment certaines inquiétudes quant aux procédures de tirage au sort et de recrutement, les personnes vulnérables en particulier se sentant exclues du processus. Les femmes regrettent de ne pas être suffisamment employées par le Projet ou les sous-traitants, bien qu'à Traoréla les obstacles soient plus internes à la communauté, les hommes refusant qu'elles postulent.

Les conséquences négatives du changement d'activité mentionnées par les villages sont la diminution de la disponibilité du riz local sur les marchés, les jeunes abandonnant l'agriculture, et donc l'augmentation de la consommation de riz blanc.

D'autre part, la structuration des groupes de jardiniers permet de vendre des produits à la mine ou à des sous-traitants (fruits, primeurs, etc.), et le soutien permanent de Simfer à ces groupes (fourniture d'engrais, de matériel, formation) est perçu comme positif, même si certaines voix réclament une aide plus conséquente.

Compte tenu des différents impacts liés à la présence de la mine, les communautés souhaiteraient bénéficier d'un soutien supplémentaire en termes de formation, de développement de fermes pour subvenir aux besoins de l'exploitation minière et de diversification des revenus, ainsi que de fourniture de matériel agricole.

Elles demandent également que davantage de jeunes soient recrutés dans les villages et que les salaires soient augmentés pour couvrir les frais de transport et d'aide à la famille.

L'inflation, constatée dans tous les villages, est attribuée à la migration.

### 3.3.3. Cohésion communautaire et structures sociales (migration)

L'arrivée de personnes extérieures aux villages en quête de travail est perçue comme une dynamique positive par la plupart des villages, en particulier par les jeunes et les femmes, car elle est synonyme de développement. L'augmentation de la population génère de nouvelles opportunités, une clientèle plus large pour les petits commerces et les services, et des investissements dans le village par ces nouveaux arrivants grâce aux revenus tirés de l'exploitation minière.

La présence d'étrangers génère cependant quelques tensions, notamment à Moribadou et Nionsomoridou, les villages où la migration est la plus forte : l'augmentation des vols, le manque de logements, la consommation de drogue et d'alcool par les jeunes, le manque de salles de classe, l'augmentation des maladies, les comportements de séduction qui dérangent les habitants sont des exemples de troubles mentionnés par les personnes interrogées. Tous les villages ont mis en place des règles de bonne conduite qui s'imposent à chaque migrant, et un Comité de gestion des migrations est coordonné par Simfer. Des attentes ont été exprimées concernant la construction de centres de santé distincts pour les étrangers, avec un dépistage obligatoire, et la construction de logements.

### 3.3.4. Infrastructures et services

#### ■ Augmentation des volumes de trafic

A Nionsomoridou et Moribadou, le même constat est partagé : la route reliant les deux villages est trop étroite, ce qui, avec l'augmentation du trafic, provoque régulièrement des accidents. Les deux villages demandent que la route soit élargie pour faciliter les déplacements, compte tenu de l'augmentation de la population et du nombre croissant de personnes qui se rendent à la mine. Le marché du village de Moribadou est également perturbé par le trafic qui le traverse, provoquant nuisances et accidents.

La route qui relie le village de Traoréla aux autres villages, et donc à la mine, est très abîmée (voir Photo 6), ce qui rend le trajet long et fastidieux, et plus pratique en moto qu'en voiture. On constate également une augmentation des accidents de moto et des excès de vitesse. Avec la fermeture de la route qui traverse la montagne, la communauté demande que la route principale soit rénovée, car elle est désormais utilisée de manière plus intensive et donc plus dégradée. Pour faciliter l'accès des employés du Projet à la mine et éviter les accidents, la communauté de Traoréla a exprimé le besoin d'une navette vers la mine, comme cela a déjà été proposé pour certains villages.

#### ■ Services et établissements d'enseignement

Selon les femmes et les jeunes, notamment à Traoréla, l'emploi de jeunes qualifiés a fait prendre conscience de l'importance de l'éducation des enfants pour obtenir un poste à responsabilité et un meilleur salaire. L'augmentation du nombre d'élèves par classe est également liée à l'afflux de migrants dans certains villages. La fréquentation scolaire est donc en hausse et de plus en plus de jeunes cherchent à apprendre un métier technique. À Moribadou, le nombre d'enseignants serait en baisse, car ils sont recrutés pour le Projet.

La construction par le Projet de salles de classe et d'écoles dans les trois villages et d'un centre de formation pour jeunes filles à Nionsomoridou, bien que tardive selon certains interlocuteurs, permet de relever certains défis, mais la question du nombre d'enseignants reste préoccupante. À Traoréla, par exemple, deux des quatre enseignants doivent être payés par la communauté, car ils ne sont pas pris en charge par les services publics.

#### ■ Santé

Le bruit des activités d'exploitation minière est perceptible dans tous les villages, mais il vient d'assez loin et de manière ponctuelle. Il peut cependant être une source de perturbation pour certaines personnes sensibles, comme les personnes âgées, susceptibles ressentir des palpitations ou des tensions lorsqu'elles sont surprises, ou les personnes qui sont sujettes aux acouphènes.

Le dynamitage génère des vibrations qui font parfois trembler le sol et, lorsque le bruit se produit la nuit, il perturbe le sommeil de certains membres de la communauté. Cependant, la mine veille à respecter les horaires de dynamitage prévus et les informations relatives à ces événements sont régulièrement communiquées aux riverains, ce qui leur permet de mieux anticiper ces nuisances. Les jeunes expriment leurs inquiétudes quant à l'expansion de la mine, notamment en ce qui concerne les conséquences possibles des vibrations, avec la crainte que les maisons soient endommagées. L'une des préoccupations soulevées à Traoréla concerne la fuite des animaux de la forêt, effrayés par le dynamitage, qui pourraient causer des dégâts dans les villages.

L'augmentation de la poussière dans les trois villages, générée par l'accroissement du trafic (voir Photo 8) et les activités d'exploitation minière, a des conséquences sur la santé des communautés. En raison de la poussière persistante dans l'air, de nombreux habitants souffrent de rhumes fréquents, de migraines et de maladies respiratoires telles que la toux chronique et la sinusite. Ces problèmes de santé, qui se sont généralisés depuis l'arrivée du projet d'exploitation minière, entraînent un besoin accru de médicaments, dont les prix ont augmenté avec la croissance de la demande. Cela représente une charge financière supplémentaire pour les résidents locaux. La construction de nouveaux centres de santé est perçue positivement, mais l'incertitude demeure quant à leur fonctionnement et à leur équipement – le personnel devant encore être fourni par l'État ou les autorités locales. La poussière concerne également les cultures locales, ce qui peut nuire à la qualité des récoltes et entraîner des pertes pour les agriculteurs (voir Photo 9). Pour limiter ces impacts, un arrosage quotidien des routes est prévu, et il a été suggéré de goudronner les routes principales, dans l'espoir de réduire la poussière et d'améliorer ainsi la qualité de vie et la santé des villageois.

En outre, les terres agricoles ont également été touchées par la poussière générée par l'augmentation du trafic. La pollution de l'environnement a un impact sur la qualité des récoltes agricoles et constitue une importante préoccupation pour les agriculteurs.

#### ■ Amélioration du développement économique et communautaire local et des infrastructures

Les communautés des trois villages reconnaissent la contribution apportée par le Projet en termes d'infrastructures communautaires au cours des dernières années : postes de santé, écoles, approvisionnement en eau, centres de jeunesse, centres de formation, stocks de produits agricoles, etc. Les cours de formation pour les femmes (saponification, transformation du lait en yaourt, etc.) et les agriculteurs, ainsi que la fourniture de matériel, ont été très appréciés, permettant aux personnes aidées de générer des revenus supplémentaires. Pendant les fêtes de l'Aïd, l'entreprise a fourni des paniers de nourriture aux membres de la communauté (bien que les groupes vulnérables de Nionsomoridou aient exprimé leur déception de ne pas avoir reçu leur part de la distribution).

À Moribadou, compte tenu de la pénurie aiguë de logements due à la croissance démographique, de nombreuses personnes ayant reçu leur compensation investissent dans la construction de propriétés destinées à la location (voir Photo 10). Cette vague de construction débridée inquiète certaines personnes, qui demandent l'appui du Projet pour structurer et respecter le plan urbanisme, afin que les maisons ne soient pas construites au hasard, sans respecter le plan des rues du village. Cette demande a également été formulée à Traoréla. Selon les jeunes, l'expansion urbaine pourrait également avoir des conséquences sur les sites du patrimoine culturel situés dans le village.

À Traoréla, la communauté demande la reconstruction d'un terrain de football, car le terrain existant a dû être démoli pour permettre la construction du centre de santé sur son site.

Les parties prenantes s'attendent à ce que Rio Tinto Simfer continue à développer et/ou à améliorer les infrastructures communautaires en fonction de l'évolution des besoins. Ces attentes concernent notamment la réhabilitation, l'élargissement et le bitumage des routes pour limiter les accidents, améliorer les échanges et limiter la production de poussière (Traoréla vers Nionsomoridou et Moribadou vers Nionsomoridou), la construction de nouveaux bâtiments scolaires et de logements pour les migrants (notamment à Traoréla), l'amélioration des conditions de travail et une aide pour les salaires des enseignants (Traoréla), des centres de formation des jeunes/de formation professionnelle (à Traoréla, Moribadou), des terrains de football (Traoréla), et des clôtures pour empêcher les animaux de s'abreuver dans les cours d'eau pollués (Traoréla), l'accès (accru) à l'électricité (Moribadou, Nionsomoridou). À Nionsomoridou, les habitants demandent une aide pour la gestion des déchets, avec du matériel et des moyens de transport appropriés. Certaines personnes qui aident des personnes handicapées souhaitent recevoir des allocations dans le cadre du Projet.

### 3.4. Demandes techniques

La communauté de Nionsomoridou insiste sur l'importance de sacrifier deux taureaux et de procéder à une lecture du Coran avant toute nouvelle activité dans la région, afin d'informer les génies et de protéger les travailleurs.

Les femmes de ce village ont également mentionné un phénomène récent : plusieurs femmes ont eu une crise en se dirigeant vers l'exploitation minière. Les génies, dérangés par le bruit, s'en prennent aux femmes pour exprimer leur colère. Les femmes demandent à Simfer de prendre la menace au sérieux et de prendre des mesures pour atténuer ce phénomène croissant.

Les solutions proposées par la communauté consistent à consulter un marabout ou à procéder à un sacrifice pour apaiser les génies.

### 3.5. Conclusion

En conclusion, le Projet en cours a déjà eu divers impacts sur les communautés concernées, notamment en ce qui concerne les restrictions d'accès aux anciens chemins, la collecte des ressources et les zones agricoles en dehors de la zone de Ouéleba Nord qui sont impactées par les eaux polluées. Ces changements ont eu des conséquences socio-économiques notables. Les principales préoccupations exprimées par les personnes interrogées, par ordre de priorité, sont la pollution de l'environnement – en particulier la contamination de l'eau des rivières et la poussière – ainsi que la perte d'accès aux ressources vitales et aux terres fertiles dans les zones forestières protégées.

Les communautés ont proposé de nombreuses mesures d'atténuation de ces impacts. Toutefois, le mécanisme actuel de gestion des doléances semble insuffisant pour traiter les questions soulevées par les communautés. Il est essentiel d'établir un dialogue plus approfondi avec toutes les couches de la société afin de garantir que les divers impacts sur chaque groupe soient réellement pris en compte et traités de manière efficace.



## Annexe : Images

*Photo 1 - Groupes de discussion à Nionsomoridou*





*Photo 2 - Ouéléba Nord vu depuis Traoréla*



*Photo 3 - Femmes extrayant du sable et du gravier*



*Photo 4 - Rivière impactée*



*Photo 5 - Basses terres impactées*





*Photo 6 - État actuel de la route principale entre Traoréla et Nionsomoridou*



*Photo 7 - Centre de formation à Beyla*





*Photo 8 - Poussière soulevée par le passage d'une voiture*



*Photo 9 - Environnement concerné par la poussière*



*Photo 10 - Travaux de construction à Moribadou*

